

Afrique du Sud et Kenya : nouvelles collaborations avec INRAE

INRAE était présent à la réunion annuelle des scientifiques agricoles au G20-MACS en Afrique du Sud, fin mai 2025, avant de poursuivre des échanges fructueux avec ses partenaires kenyan.

Conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général d'INRAE, une délégation française s'est rendue en Afrique du Sud pour participer à la réunion annuelle des scientifiques agricoles en chef du G20 MACS – Meeting of Agricultural Chief Scientists. L'occasion pour INRAE de rencontrer ses partenaires en Afrique du Sud puis au Kenya et développer de nouveaux projets de collaboration, dans une approche fédératrice à la fois en termes d'équipe France et dans le cadre de l'initiative TSARA.

Organisée par l'Agricultural Research Council (ARC) sud-africain, la réunion des scientifiques agricoles en chef du G20 s'est tenue du 26 au 28 mai 2025 en Afrique du Sud. Cette rencontre annuelle permet à ses membres (représentants ministériels et d'organismes de recherche agricole) d'échanger sur les systèmes de recherche agricole et les perspectives de développement des pays du G20 et d'énoncer des recommandations en amont des rencontres ministérielles et du sommet du G20. La délégation française, conduite par Philippe Mauguin, président-directeur général d'INRAE, comptait également Thierry Caquet, vice-président International d'INRAE, Joachim Huet, chargé de coopération multilatérale à la direction des Relations internationales d'INRAE, et Andrée Sontot, représentante du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Au programme de cette rencontre : la transformation des systèmes agroalimentaires, la gestion durable de la biodiversité, des ressources génétiques et des ressources naturelles, la santé des sols, l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, ainsi que les enjeux de bioéconomie et d'agriculture numérique.



Philippe Mauguin a introduit la première session thématique concernant

ac
ré
e
à
la
tr
an
sf
or
ma
ti
on
de
s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
. Il
a
ap
pe
lé
le
s
Ét
at
s
du
G2

à
«
en
co
ur
ag
er
l'
in
té
gr
at
io
n
in
te
rs
ec
to
ri
el
le
en
tr
e
le
s
sc
ie
nc
es
ag
ri
co
le
s,
du

cl
im
at
,

de
la

bi
od

iv
er

si
té

,

de
la

nu
tr

it
io

n
et

le
s

sc
ie

nc
es

so
ci

al
es

af
in

de

gé

né

re

r
de
s
co
nn
ai
ss
an
ce
s
ho
li
st
iq
ue
s
et
ex
pl
oi
ta
bl
es
;
à
so
ut
en
ir
le
s
pa
rt
en
ar
ia
ts

internationale recherche et développement innovante dans le domaine de l'opération intergouvernante

rn
em
en
ta
le
po
ur
tr
an
sf
or
me
r
le
s
sy
st
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re

ch
er
ch
e
;
et
en
fi
n
à
re
nf
or
ce
r
l'
in
te
rf
ac
e
sc
ie
nc
e-
po
li
ti
qu
e
en
do
nn
an
t
au
x

in
st
it
ut
io
ns
de
co
nn
ai
ss
an
ce
le
s
mo
ye
ns
d'
ét
ab
li
r
de
s
mé
ca
ni
sm
es
dy
na
mi
qu
es
d'
éc

ha
ng
es
bi
di
re
ct
io
nn
el
s .

»

Il
a
no
ta
mm
en
t
ci
té
l '
in
it
ia
ti
ve

TS
AR

A
(T
ra
ns
fo
rm
er
le

s
s y
s t
èm
es
al
im
en
ta
ir
es
et
l'
ag
ri
cu
lt
ur
e
pa
r
la
re
ch
er
ch
e
en
pa
rt
en
ar
ia
t
av
ec
l'

Af
ri
qu
e)
co
mm
e
un
ca
dr
e
pe
rt
in
en
t
po
ur
co
nc
il
ie
r
ce
s
ob
je
ct
if
s.

L'Initiative TSARA

Fondée sur la co-construction entre des institutions de recherche et de formation en Afrique et en Europe, l'initiative TSARA vise à développer une recherche partenariale de long terme pour accompagner la transformation des systèmes alimentaires et agricoles. Elle met en regard les défis que l'Afrique et l'Europe ont à relever ensemble, à travers le partage de savoirs et de pratiques, des projets et actions de recherche, d'innovation et de formation,

pérennes et à impact.

INRAE, le Cirad et l'Université de Pretoria formalisent leur collaboration

Pour les rencontres en marge du G20-MACS, la délégation intégrait également Aurélien Leynet, attaché de coopération scientifique et universitaire, à l'ambassade de France, Jean-Marc Bouvet, directeur régional Afrique australe et Madagascar du Cirad et représentant INRAE, Laurent Vidal, directeur du bureau conjoint CNRS-IRD-Cirad en Afrique du Sud, et Séverine Jaloustre, directrice adjointe du F'SAGRI.

Classée parmi les meilleures en Afrique, l'Université de Pretoria entretient une collaboration depuis plusieurs années avec le Cirad et INRAE. Membre fondateur de l'initiative TSARA et impliquée dans le projet FAMA (Food and Microbiota in Africa), elle l'est également dans l'initiative internationale One Water Vision. Le déplacement de la délégation française en Afrique du Sud a ainsi permis de signer un accord tripartite entre INRAE, le Cirad et l'université de Pretoria. Cet accord formalise les collaborations autour de la durabilité des systèmes agricoles.

[One Water Vision : une coopération internationale portée par l'innovation spatiale](#)



One Water Vision est un programme international ambitieux qui vise à améliorer la gestion des

ressources en eau à travers des outils innovants et une coopération scientifique mondiale. Les missions spatiales SWOT et TRISHNA, avec leurs données d'une précision inégalée, joueront un rôle central pour compléter les services existants et mieux comprendre les cycles de l'eau, y compris dans les régions les plus isolées.

Quelques jours plus tôt, la délégation INRAE avait participé à un temps d'échange à propos du F'SAGRI, ce « French South African Agricultural Institute ». Mis en place en 2015, il vise à renforcer les capacités de 4 « universités historiquement défavorisées » – les universités de Venda, du Limpopo, de Fort Hare et du Zululand – (formation d'étudiants, d'enseignants, programmes de recherche communs) et d'appuyer le développement d'entreprises innovantes du secteur agricole et agroalimentaire. L'occasion de présenter INRAE et l'initiative TSARA à la quarantaine de participants et d'envisager les synergies à mettre en place.

À la rencontre de l'écosystème de recherche kenyane



Visite de l'Université de Nairobi par la délégation française

La
se
co
nd
e
pa
rt
ie
du
dé
pl
ac
em
t
s'
es
t
dé
ro
ul

é e
à
Na
ir
ob
i ,
au
Ke
ny
a ,
af
in
de
pe
rm
et
tr
e
à
la
dé
lé
ga
ti
on
IN
RA
E
de
re
nc
on
tr
er
le
s
ac

te
ur
s
de
l'
é c
os
y s
tè
me
de
re
ch
er
ch
e
et
fo
rm
at
io
n
ag
ri
co
le
ke
ny
an
:
l'
IC
IP
E
(I
nt
er

na
ti
on
al
Ce
nt
re
of
In
se
ct
Ph
ys
io
lo
gy
an
d
Ec
ol
og
y)
,le
KA
LR
0
(K
en
ya
Ag
ri
cu
lt
ur
al
&

Li
ve
st
oc
k
Re
se
ar
ch
Or
ga
ni
za
ti
on
) ,
l'
un
iv
er
si
té
de
Na
ir
ob
i
et
le
ce
nt
re
CG
IA
R
IL
RI

(Internationnal Livestock Research Institute)

. Lauric Céciillon,
COCA
C
adjo
int

et
AC
SU
à
l'
Am
ba
ss
ad
e
de
Fr
an
ce
,,
Al
ex
an
dr
e
Ca
ro
n
re
pr
és
en
ta
nt
la
Di
re
ct
io
n
ré
gi

on
al
e
du
Ci
ra
d
et
Ma
ri
e
Sc
hi
ll
ch
ef
fe
de
pr
oj
et
TS
AR
A
à
IN
RA
E
on
t
co
mp
lé
té
la
dé
lé

ga
ti
on
IN
RA
E
mo
bi
li
sé
e
pr
éc
éd
em
me
nt
en
Af
ri
qu
e
du
Su
d.

Il s'agissait, en association avec le Cirad et l'IRD, d'initier ou de renforcer l'implication de ces acteurs kenyans dans TSARA, d'identifier des pistes de projets conjoints à développer dans le cadre de cette initiative, de poser les bases de la 4^e assemblée générale de TSARA (prévue à Nairobi en 2026) et de préparer la future co-présidence africaine de TSARA qui sera prise en 2026 par le directeur général de l'ICIPE, Dr Abdou Tenkouano.

Les échanges ont été fructueux. TSARA est apparu comme un cadre de travail pertinent de développement des

collaborations, dans une approche fédératrice des thèmes, dispositifs, partenariats, à l'échelle régionale et continentale, renforçant la place du Kenya et fédérant les membres français.

Thématiques d'intérêt partagé :

- One health, territoires de santé, agroécologie, santé des plantes et des animaux
- les sols (préservation et restauration, séquestration du carbone, biofertilisation)
- l'élevage (génétique et races locales, alimentation, santé, zoonoses, AMR, mitigation des GES)
- la nutrition-santé et le microbiote
- l'agriculture en zone sèche et la gestion de l'eau
- le numérique (gestion des datas, intégrées et accessibles à tous, digital technologies et justice climatique)
- le renforcement des capacités, la formation, l'innovation, les mobilités, pour les étudiants et les scientifiques mais également les agriculteurs
- l'interface science-politique et la prospective.

Il a été convenu de monter des projets conjoints, en mobilisant les dispositifs de soutien propres aux organismes, ceux nationaux, européens et internationaux, et en valorisant de nombreux points d'appui existants :

- les différentes task forces thématiques de TSARA
- le dP TRACE en cours de co-construction (Transforming agriculture for animal, crop and ecosystem health)
- les initiatives PREZODE, OFVi, OWVi ; les PEPR ou PPR Agroécologie et numérique et Managing environmental hotspots and transmission of AMR
- le projet AMI INRAE pour TSARA MIPClan-Living lab
- le consortium international STAR-IDAZ, etc.

Les perspectives de 2026 (sommet Afrique-France, coprésidence kenyane de TSARA) constituent des jalons particulièrement motivants pour l'action collective. Les institutions ont convenu d'organiser prochainement des échanges entre scientifiques et d'initier des collaborations concrètes sur les thèmes partagés. KALRO, l'université de Nairobi et ILRI envisagent leur adhésion à TSARA.

Une rencontre avec la scientifique en chef du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège est à Nairobi, a été organisée sous l'égide de l'ambassade de France. Elle a permis de poser les bases d'un futur accord-cadre pentapartite entre INRAE, le Cirad, l'IRD, le CNRS et le PNUE. Parmi les domaines de collaboration identifiés : la santé des sols, la séquestration du carbone dans les sols, la résistance aux antimicrobiens, la télédétection par satellite, l'approche One health ou encore les aspects de prospectives, d'expertise collective scientifique et d'appui aux politiques publiques.

En savoir plus sur [l'initiative TSARA, transformer les systèmes alimentaires et l'agriculture par une recherche en partenariat avec l'Afrique – publication avril 2024](#)

Photo de tête de l'article : Signature d'un accord tripartite entre Jean-Marc Bouvet, représentant du Cirad, Francis Petersen, vice-président de l'université de Pretoria, et Philippe Mauguin, PDG d'INRAE.

Rédacteurs de l'article : Joachim HUET, Chargé d'affaires multilatérales, joachim.huet@inrae.fr

Contributeurs : Marie Schill, Cheffe de projet TSARA, marie.schill@inrae.fr et Tom Collet, Chargé de partenariats Afrique, tom.collet@inae.fr – Direction des relations internationales – INRAE

Contact : Alexandre COURTOUX, Chargé de mission Recherche et Innovation internationales – Direction générale de l'enseignement et de la recherche – MASA, alexandre.courtoux@agriculture.gouv.fr

Webinaire franco-chinois

« L'élevage intelligent »

Plongez-vous dans les pratiques actuelles et futures de l'élevage intelligent !

Webinaire, le vendredi 6 décembre à partir 8h30

Six intervenants chinois et français vous présenteront comment la technologie leur permet de travailler intelligemment avec les animaux, que ce soit dans des fermes de lycées ou bien dans le privé.

Ce webinaire franco-chinois est co-organisé par le Comité national d'orientation pédagogique de la formation professionnelle agricole du Ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales de la Chine, la Central Agriculture Broadcasting and Television School et le réseau Chine de l'enseignement agricole.

Si vous souhaitez venir écouter les échanges, poser des questions et en apprendre plus, inscrivez-vous en écrivant à Max Monot, animateur du réseau Chine de l'enseignement agricole, max.monot@educagri.fr

On vous attend nombreux et connectés !

France-Corée, des défis communs

Une délégation du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire s'est rendue en Corée du Sud les 19 et 20 juin 2024, à l'occasion de la 4^e réunion du comité de coopération agricole franco-coréen.



Des représentants des directions d'administration centrale du Ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire se sont rendus à Sejong en Corée du Sud afin de

rencontrer leurs homologues du Ministère coréen de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales à l'occasion de la 4^e réunion du comité de coopération agricole franco-coréen. Initié en 2011 et reconduit en 2018 puis 2019, ce comité a pour objectif de croiser les regards sur les contextes, enjeux et politiques publiques agricoles et sanitaires des deux pays.

Des politiques agricoles face à des défis communs

La France et la Corée du Sud font face à des défis communs dans le domaine agricole, que ce soit en matière de

sécurisation du revenu des agriculteurs (la Corée souligne un décrochage, ces dernières années, des revenus des ménages agricoles par rapport aux ménages urbains), de sécurité et de souveraineté alimentaires (la Corée vise une augmentation de ses taux d'auto-suffisance en céréales et soja), d'adaptation des systèmes agricoles au changement climatique couplée à un objectif de neutralité carbone, ou de renouvellement des actifs agricoles (la part des plus de 65 ans représentaient 44% des agriculteurs coréens en 2018 contre 5% en 1970) et d'attractivité des zones rurales afin de limiter la déprise agricole.

En particulier, la partie coréenne a pu mettre en avant sa politique de revitalisation rurale, tandis que la partie française a présenté l'organisation de l'enseignement agricole en France qui forme près de 210 000 jeunes par an, de la 4^{ème} au doctorat, à plus de 200 métiers du vivant.

Perspectives de collaboration en recherche et innovation agricole

Cette rencontre a permis de réaliser un état des lieux des écosystèmes de recherche et d'innovation agricole dans les deux pays. En matière de recherche agricole, l'accord d'association de la Corée du Sud à Horizon Europe devrait être officiellement signé au second semestre 2024, permettant à la Corée de participer pleinement au programme à partir de 2025 et de faciliter les collaborations entre chercheurs des deux pays. Des rapprochements sont en cours entre l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et la *Rural Development Administration* (RDA). En matière d'innovation agricole, pour répondre aux défis combinés du changement climatique, de la pénurie de main d'œuvre et de la diminution des surfaces agricoles cultivées, le ministère coréen en charge de l'agriculture table en particulier sur le développement du *smart farming* – de l'agriculture intelligente. Ce concept rejoint celui, proposé par l'Organisation de Coopération et de Développement

Economique (OCDE), de transformation numérique de l'agriculture. A ce titre, le ministère coréen a manifesté de l'intérêt pour le réseau de 215 start-ups françaises de l'AgriTech et de la FoodTech, avec lesquelles des collaborations franco-coréennes pourraient être envisagées à terme.

Embellies en matière d'accès au marché et maintien d'ouverture des marchés

Les représentants des deux ministères ont pu se réjouir de la résolution, en ce premier semestre 2024, de dossiers sanitaires emblématiques, avec la réouverture du marché coréen à la viande bovine française (qui s'était fermé au début des années 2000 à la suite de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine) et l'ouverture du marché de l'Union européenne à la soupe Samgyetang coréenne. Cette réunion du comité de coopération agricole a permis d'acter et finaliser la réouverture effective du marché coréen à la viande bovine française issue d'animaux de moins de 30 mois : 7 premiers établissements français ont été agréés par les autorités coréennes à la suite d'un audit réalisé au mois d'avril, et les parties coréenne et française ont validé le modèle de certificat sanitaire qui accompagnera les marchandises. Par ailleurs, s'agissant de la filière porcine, les deux parties se sont accordées sur une révision du certificat sanitaire pour l'exportation de viande porcine française vers la Corée, prenant en compte les modalités d'accord de zonage relatif à la peste porcine africaine – de quoi permettre le maintien des exportations de viande porcine à partir de zones non touchées en cas d'apparition de la maladie en France.

Ces deux livrables constituent des avancées notoires pour l'accès au marché coréen. Mise à mal depuis de nombreuses années par l'embargo sur le bœuf, la relation sur les sujet sanitaires et phytosanitaires (SPS) est désormais très favorable, débarrassée de cet irritant majeur, et s'appuie par ailleurs sur des outils robustes (reconnaissance du zonage,

acceptation de la vaccination) pour le maintien des flux de la France vers la Corée.

Les échanges du comité de coopération agricole ont été complétés par une visite de terrain aux quarantaines animale et végétale de l'aéroport international d'Incheon, où les services coréens ont pu présenter notamment les modalités de contrôle renforcé sur les bagages des passagers, avec le recours à des chiens détecteurs et à des installations rayons X pour prévenir l'introduction de maladies animales ou végétales.

En marge du 4^e comité de coopération agricole franco-coréen, des échanges complémentaires avec des représentants professionnels et avec la Délégation de l'Union européenne

En marge de la rencontre entre ministères, la délégation française a eu l'opportunité d'échanger, en présence de l'Ambassadeur, avec les représentants d'entreprises françaises présentes en Corée, d'importateurs de produits français, ainsi qu'avec les équipes locales de Business France et de Hopscotch Season. Ces échanges ont été l'occasion d'évoquer les opportunités et défis du marché coréen, notamment en lien avec la réouverture des marchés à la viande bovine française. Une rencontre a également été organisée avec la Délégation de l'Union européenne à Séoul, afin de faire un partage d'informations et d'ainsi favoriser une action française coordonnée avec celle menée à l'échelon européen.

Crédit photo de tête : Sejong CITY x CITY Catalogue BETA

Contact : Anne-Laure ROY, chargée de mission Asie – Bureau des relations européennes et de la coopération internationale – DGER (MASA), anne-laure.roy@agriculture.gouv.fr

L'Enseignement agricole résolument européen

L'Europe et l'international sont au cœur de l'enseignement agricole grâce au programme Erasmus+. L'engagement dans les projets déposés auprès de la Commission européenne, via l'Agence française Erasmus+, permet de financer de multiples partenariats et des mobilités pour les jeunes.

Depuis la mise en place en 1987 du programme destiné à soutenir l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport en Europe, le mot – clé » Erasmus » est devenu un exemple de réussite européenne. Le périmètre des échanges, initialement réservés aux étudiants et enseignants et limités au niveau européen, s'est peu à peu élargi. Dénommé » Erasmus + » depuis 2014, le programme soutient aujourd'hui une large gamme d'actions, qui permettent à leurs bénéficiaires d'accroître leurs compétences et leur employabilité en découvrant d'autres manières d'apprendre, de travailler et d'innover, au niveau européen et international.

Les différents secteurs de l'enseignement agricole, en particulier l'enseignement scolaire, l'enseignement et la formation professionnels et l'enseignement supérieur, sont concernées par les actions financées. Le budget Erasmus + en 2024 est de 4,3 milliards d'euros.

Le développement d'une identité agricole européenne

Dans l'enseignement agricole français, l'intérêt des mobilités et des partenariats européens et internationaux est

aujourd’hui une évidence, que ce soit pour les élèves, les apprentis, les étudiants ou les adultes en formation. Les établissements ont pleinement intégré cette dimension dans leur approche pédagogique et éducative, donnant ainsi corps à la stratégie du Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Ils jouent un rôle actif dans la construction de l’espace européen de l’enseignement et dans le développement d’une citoyenneté et d’une identité agricole européenne.

Premiers résultats prometteurs

Cette mobilisation est le fruit d’une collaboration efficace et quotidienne entre le Ministère et l’Agence Erasmus +, ainsi que du travail des réseaux de l’Enseignement agricole dédiés aux projets européens. Les exemples de projets Erasmus + dans l’enseignement agricole sont nombreux et les premiers résultats chiffrés à mi – parcours sont très encourageants.

On peut d’ores et déjà indiquer que sur l’année scolaire 2022 – 2023, plus de 10 000 jeunes de l’enseignement agricole ont bénéficié du soutien du programme pour une mobilité de stage ou d’étude. On note également la belle place occupée par la voie professionnelle, l’enseignement agricole étant à l’origine d’un quart des mobilités françaises de ce secteur .

Des valeurs communes

Si ce programme est efficacement investi par les acteurs de l’enseignement et de la formation agricoles, c’est parce que nos valeurs et nos priorités sont en parfaite cohérence : l’inclusion, l’éducation à la citoyenneté, la transformation numérique, l’adaptation au changement climatique et plus largement l’accompagnement des transitions.

Un atout pour l’enseignement agricole !

Les opportunités qu’offre le programme Erasmus + sont autant d’encouragements à faire le choix d’un parcours vers les métiers du Vivant. Ces métiers recrutent chaque année plus de

100 000 personnes, et attendent cette nouvelle génération de professionnels formés dans nos établissements : motivés, passionnés, ouverts sur l'Europe et sur le monde.

Photo de tête d'article : crédit photo@Jessica Melines (BTS technico commercial dans les vins et les spiritueux), en stage au sud de la Croatie, sur la péninsule de Peljesac – 2022 – [Blog Moveagri](#)

Contacts : Les Chargées de mission Europe et et Programme Erasmus+

Anne-Sophie GOYON, Chargée de l'appui au programme Erasmus+ « Enseignement scolaire », anne-sophie.goyon@educagri.fr,

Corinne SAMOUILLA, Chargée de l'appui au programme Erasmus + « Enseignement supérieur », corinne.samouilla@educagri.fr,

Marthe GEOFFROY, Chargée de l'appui au programme Erasmus+ » Enseignement professionnel », marthe.geoffroy@educagri.fr,

Isabelle WILWERTZ, Chargée de l'appui au programme Erasmus+ « Education des adultes » et tous secteurs, isabelle.wilwertz@educagri.fr,

Aurelia HAIOUN, Chargée de l'appui au programme Erasmus+ « Jeunesse et Sport », aurelia.haioun@educagri.fr